



IRANWORLDINSTITUTE

Iran or not ?

Une transition à l'Iranienne

Dr. Shahrokh Vaziri

La problématique des transitions démocratiques (« *transitologie* ») est depuis des années 1980 au centre des préoccupations de nombreux chercheurs.

Toutefois, la plupart des études et analyses publiées sur cette question concerne les pays ex-communistes ¹

Pour la plupart des auteurs, il s'agissait de savoir si une transition « par le haut », c'est-à-dire initiée et négociée par les élites, est envisageable ou non et si une transition vers la démocratie peut se faire de manière non-violente et pacifique ou le contraire.

Les pays concernés ont connu des exemples de transition douce comme la République Tchèque, la Hongrie, la Pologne et l'Estonie où les sociétés civiles étaient assez développées et organisées. Il y a eu également des exemples de la Bulgarie, de la Roumanie et de l'Allemagne de l'Est qui constituent des

exemples de changement par le « bas », déclenchant la violence et le chaos, car les sociétés civiles étaient désorganisées et faibles.

En effet, si une transition par le haut s'avère inenvisageable, c'est parce que le régime en question ne tolère pas de « *softliners* » suffisamment puissants et autonomes pour remettre en question des orientations décidées par les « *hardliners* » et d'entamer la libéralisation de la société en négociant avec les opposants modérés. Dans ce genre de régime, « *softliners* » sont très vite réprimés et à moyen terme éliminés par les « *hardliners* ».

Certes, Les modèles conçus pour l'analyse des ex-pays de l'Est ou des autres dictatures, ne s'appliquent pas tels quels au cas iranien. D'autant plus que la théorie du *path dependence* (dépendance vis-à-vis du passé) limite la portée de la *transitologie* classique et fait intervenir des éléments hérités des systèmes antérieurs.

En même temps, il y a des similitudes importantes entre les régimes communistes et le régime islamique iranien.

C'est pourquoi, nous utiliserons quelques modèles compatibles avec la réalité iranienne afin de pouvoir apporter des réponses aux questions de savoir quelle est l'Etat de la société civile et de son développement et quelle est la nature du régime politique dominant et de ses acteurs.

La société civile iranienne était en voie de développement rapide sous le régime impérial. Toutefois, avec l'avènement de la « révolution », les fondements de l'ancienne société civile furent ébranlés.

En raison de la terreur révolutionnaire, la grande partie de la société civile iranienne s'est exilée aux États-Unis et en Europe. Le nouveau régime islamique dû faire face à la recomposition et la résistance d'une nouvelle société civile.

La nouvelle société civile (NSC) devait passer par plusieurs étapes afin de pouvoir se mesurer au nouvel état islamique ²

Dans la première étape « défensive » la nouvelle société civile (NSC) dont le trait caractéristique est la défense par des individus et des groupes indépendants rapport à l'Etat islamique, se situe dans la perspective de réforme et de l'affaiblissement de l'islamisme autoritaire et de la fin de la terreur « révolutionnaire » et la redéfinition du rapport Etat/société. Cette étape permit un début de relation entre le réformisme et la dissidence.

Dans une deuxième étape « émergente », la NSC s'efforça de contribuer à la formation d'organismes et d'associations autonomes de l'appareil d'état islamique et à contribuer au développement des mouvements sociaux, de proposer des solutions de rechange, de réinterpréter des valeurs traditionnelles et d'influencer l'opinion publique.

Cette étape se situe avant mai 1997 et facilita à l'arrivée au pouvoir de Khatami

Dans une troisième étape, dite de « mobilisation », dont la caractéristique est la présence dans *l'espace public* de formations indépendantes de l'Etat islamique. Le but fut de délégitimer le pouvoir des groupes dominants islamiques, en proposant à la population des solutions alternatives à celles du pouvoir. Il s'agissait d'organiser une coalition d'opposition qui puisse mobiliser la population.

A ce stade correspond la division des groupes dominants en « *softliners* » et « *hardliners* » ainsi que, paradoxalement en *khodi* et *nakhodi*.

Les *khodi* (« soi-même », « le pour-soi ») et les *nakhodi* (« un autre que soi », « pour-autrui », « l'en-soi »). Les *khodi* appartiennent au système en place et ont contribué à la mise en place de ce système. Les *nakhodi* sont qualifiés d'« opposants », de « contre-révolutionnaire » et d'« ennemis ». ³

La conséquence de cette phase fut l'élection de Khatami en 1997 et son contrôle de la partie (« soft ») de l'Etat islamique durant huit ans.

Cependant, l'expérience Khatami n'atteint pas le stade « institutionnel », dans lequel des dirigeants qui sont soutenus publiquement parviennent à imposer des lois garantissant l'autonomie de l'action sociale, et amorcent ainsi une relation contractuelle entre l'Etat islamique et la société, afin d'aboutir à l'instauration d'élections libres, plurales et régulières.

Toutefois, durant cette même période, ainsi que par la suite et jusqu'aujourd'hui, la NSC qui est constituée dans sa majorité des « *nakhodi* » développe et pratique une « culture d'opposition » ou *infrapotitics*, c'est-à-dire le niveau « infra » des activités de la NSC.

Ce concept met l'accent sur l'importance d'un changement culturel général, et se manifeste particulièrement dans le langage, le comportement et autres expressions collectives. ⁴

La culture d'opposition offre la possibilité d'expression démocratique et favorise la formation d'une opposition anti-hégémonique. Elle permet également la création des espaces institutionnels favorisant l'expression citoyenne. Toujours dans le même contexte, la culture d'opposition favorise les secteurs de l'économie et de l'éducation informelles :

« Dans ces conditions, l'Etat islamique a laissé se développer un important « secteur informel » qui engendre le trafic, l'exploitation et le chaos. Cette économie informelle permet à l'Etat islamique démissionnaire de faire croire à l'existence d'une activité économique. Toutefois, en l'absence d'une économie officielle digne de ce nom (création d'emplois salariés, imposition des lois fiscales et sociales), le secteur informel permet d'amortir momentanément la crise du système économique islamique. Des exemples de l'informel sont multiples dans l'Iran islamique : trafic de tout genre, prostitution, spéculation sur l'achat et la revente des lignes téléphoniques, de voitures, maisons de jeux clandestine, ateliers clandestins, importation et vente des produits prohibés par

des groupes dominants, etc. »

Le résultat de ce processus est le décalage de plus en plus manifeste entre la moralité islamique *de jure* et les pratiques *de facto*.

« La nouvelle génération née pendant ou après la révolution ne se reconnaît non plus dans la révolution et l'idéologie islamiste. Il s'agit d'une génération qui désire la liberté de vivre, de consommer, et d'avoir un travail décent. Ces libertés civiles et non-politiques sont celles qui existent dans les sociétés occidentales. C'est pourquoi, cette jeunesse aspire à un mode de vie américano-occidental et ne manque aucune occasion pour manifester son désir. Ce qui explique également que cette jeunesse qui n'a pas connu l'époque impériale exprime ouvertement sa sympathie pour l'ancien régime et reproche aux aînés d'avoir à tort conduit une révolution inutile.

Les pressions de la société civile sur les gouvernants se manifestent à plusieurs niveaux et de façon hybride. Ainsi, les responsables du régime ne peuvent ni détecter, ni maîtriser les pressions de la base. En l'absence de partis politiques et d'organisations professionnelles sérieuses, les groupuscules politiques et journalistiques se multiplient et s'efforcent de remplir le vide. L'usure de l'islam politique se manifeste également par les transgressions latérales publiques et privées. Le système politique en place se réfugie dans son monde irréel et l'appareil d'Etat ressemble de plus en plus à une prison pour des couches dominantes et le jeu politique dominant à un « ta'zié » (théâtre religieux) joué par des mollah. En l'absence d'organisations démocratiques pouvant représenter une alternative crédible au système en place, les jeunes Iraniens misent de plus en plus sur des solutions venant de l'extérieur du pays.⁵ »

Par l'intermédiaire de l'expérience Khatami, la NSC a posé la question de savoir si la transition démocratique non-violente par le « haut » était possible ou non. Et si les « *softlinrs* » étaient capables de transformer leur victoire de mobilisation en victoire institutionnelle.

L'échec de l'expérience Khatami illustre qu'une transition par le « haut » est à moyen terme vouée à l'échec, même si la NSC désire une transition non-violente et pacifique vers une société post-islamique et démocratique.

L'arrivée au pouvoir de la tendance néo-fasciste des « *hardliners* » islamistes en Iran, laisse peu de choix aux groupes politiques et à la NSC dans son ensemble.

Par conséquent, il est fort probable qu'en raison de la gestion du pays par les dirigeants islamistes une nouvelle « révolution » s'impose à la population iranienne car l'avènement d'une révolution ne dépend d'aucune volonté particulière.

Cette nouvelle révolution, si elle se produit, se déroulera paradoxalement dans un espace-temps occidental (linéaire) et non pas, comme la première, dans un espace-temps traditionnel (cyclique). Elle sera anti-cléricale, guidée par la modernité occidentale et désireuse d'établir une démocratie à l'occidentale.

La détérioration de la situation économique et sociale, l'explosion démographique, le sous-emploi, le climat d'insécurité etc., pourraient aboutir au désespoir généralisé.

Cependant, la nouvelle révolution risque également mettre en danger l'intégrité territoriale de l'Iran. En effet, en raison, d'une part de la gestion politique et économique désastreuse du pays par les dirigeants islamistes, et d'autre part à cause des survivances des idéologies du passé chez la plupart des élites ethniques, tout changement violent par le « bas » risque de « profiter » également à ceux qui proposent des indépendances chimériques aux différentes composantes de l'Etat-nation iranien.

Cette tendance est renforcée par l'appui direct ou indirect apporté par une partie des dirigeants occidentaux aux mouvements séparatistes et régionalistes iraniens afin d'affaiblir l'Etat islamique en place.

En politique, la question du temps est une question importante. Le temps politique est linéaire et ne revient pas en arrière. Il n'est actuellement pas à l'avantage des dirigeants islamiques. Néanmoins, l'ensemble des « élites » iraniennes devrait répondre à la question posée par le temps politique :

Iran or not ?.

© Shahrokh Vaziri, Juillet 2007.

¹ Voir notamment, Revue française de science politique, No 4-5, Aout-octobre 2000, ainsi que Guillermo O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies.*, London, The John Hopkins University Press, 1986).

² Voir à ce sujet Weigle M., Butterfield J., « Civil society in reforming communist regimes : the logic of emergence. », in: *Comparative Politics*, Volume 25, n°1, octobre 1992.

³ Les groupes dominants et le jeu politique islamique en Iran ©Vaziri, janvier 2000.

⁴ « Much of our attention will be devoted to what I have chosen to call the *infrapolitics* of subordinate groups. By this I mean to designate a wide variety of low profile forms of resistance that dare not speak in their own name.⁴ (...) The term infrapolitics (...) seems an appropriate shorthand to convey the idea that we are dealing with an unobtrusive realm of political struggle. (...) That it should be invisible (...) is in large part by design- a tactical choice born of a prudent awareness of the balance of power. (...) The term infrapolitics is, I think, appropriate in still another way. When we speak of the the infrastructure for commerce we have in mind the facilities that make such commerce possible: for example, transport, banking, currency, property and contract law. In the same fashion, I mean to suggest that the infrapolitics (...) provides much of the cultural and structural underpinning of the more visible political action on which our attention has generally been focused. » James C. SCOTT, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts.*, New haven and London, Yale University Press, 1990.

⁵ ©Vazir IRAN : LA REPUBLIQUE CHAOTIQUE 2002.